



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Direction des Collectivités Locales et du
Développement Durable

Bureau des Installations Classées pour
La Protection de l'Environnement

Marseille, le

06 DEC. 2010

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI
Tél. : 04.91.15.63.89.
Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr
N° 432 -2010 URG

Arrêté
portant application de mesures d'urgence à la
Société Générale de Moyens
pour son activité de stockage de déchets
exercée quartier plan Fossan à MARTIGUES

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment en ses articles L.511-1, L.512-20, et sa partie réglementaire;

VU le dossier de déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées, déposé en septembre 2009 par la Société SGM, déclaré incomplet et non compatible avec le règlement d'urbanisme de la commune de Martigues,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 22 novembre 2010 suite à sa visite d'inspection du 18 novembre 2010 qui a été reçu le 1^{er} décembre 2010 en préfecture;

CONSIDERANT que l'activité de stockage de déchets non inertes exercée sur le site, relève de la législation des installations classées, rubrique 2760 « Installation de stockage de déchets autres que celle mentionnée à la rubrique 2720 et celle relevant des dispositions de l'article L541-30-1 du code de l'environnement » et se trouve soumise à autorisation préfectorale,

CONSIDERANT qu'aucune autorisation préfectorale relative à cette rubrique n'a été délivrée à la Société SGM et que l'exploitation illicite s'exerce sur une zone NDI protégée au POS de la commune de MARTIGUES,

CONSIDERANT que l'exploitation illicite de cette installation peut engendrer des incidents ou accidents pouvant avoir des conséquences importantes sur l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.512-20 du code de l'environnement, le représentant de l'Etat peut prescrire la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaire les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions du titre I du livre V du code de l'environnement, et tout danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts de l'article L.511-1 du même code ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture :

ARRETE

Article 1^{er}

La Société Générale de Moyens (SGM), dont le siège social est situé 240 Chemin de la Madrague Ville 13015 MARSEILLE est tenue de se conformer, **sans délai** aux dispositions du présent arrêté qui concerne l'activité de stockage de déchets, quartier Plan Fossan sur la commune de Martigues.

Article 2

L'activité de stockage de déchets quartier Plan Fossan sur la commune de Martigues doit être arrêtée dès la notification du présent arrêté, compte tenu de l'absence d'autorisation préfectorale et des risques liés à cette exploitation illicite.

Une remise en état du terrain tel qu'il était avant exploitation doit être réalisée dans les plus brefs délais.

La société SGM fera parvenir à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté, les dispositions prises pour répondre à l'alinéa précédent accompagné d'un échéancier de réalisation.

Article 3

Si à l'expiration du délai susvisé, l'exploitant n'a pas cessé son activité, il sera fait application de l'article L 514-2 3^{ème} alinéa du Code de l'Environnement.

Article 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

Le Maire de Martigues,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CHET